LE SERVICE DES POSTES

Quelques Statistiques

DISCOURS DE

l'hon. M. Lemieux

A NIAGARA FALLS, ONT.

1908

Nous donnons ci-après le texte, traduit par un de nos rédacteurs, du discours prononcé par l'hon. M. Lemieux, mardi, à Niagara Falls:

Monsieur le Président,

Mesdames et Messieurs,

J'ai encore une fois l'avantage de me présenter devant mes concitoyens d'Ontario, mais cette fois l'occasion est plus solennelle que les précédentes, d'abord à raison de l'immense concours de population assemblé devant moi et surtout à raison de la présence sur cette estrade du premier ministre du Canada à l'ouverture d'une mémorable campagne politique.

De la province sœur, la vieille province historique de Québec, je vous apporte un message de paix et de bonne volonté. Je sais parfaitement que ce sentiment a un écho dans les cœurs de mes concitoyens d'Ontario. Votre cordiale coopération à la célébration du tricentenaire de Québec, il y a quelques semaines, est la meilleure preuve qu'il n'existe entre les habitants des deux grandes provinces que des sentiments d'amitié sincère. Nos querelles ont été réglées, il y a longtemps; nos difficultés et nos différends sont ensevelis, dans l'oubli. La confédération a scellé notre union et nous sommes maintenant unis pour toujours dans une commune destinée nationale.

Avant de discuter, le plus brièvement possible, quelques-unes des questions politiques actuelles, me serait-il permis en guise d'introduction, de dire aux Réformistes d'Ontario dans les termes dont s'est servi Junius : "LA SOUMISSION D'UN PEUPLE LIBRE A L'AUTORITE EXECUTIVE D'UN GOUVERNEMENT, N'EST RIEN DE PLUS QUE L'OBEISSANCE A DES LOIS QU'IL A LUI-MEME DICTEES."

Ce qui veut dire que vous êtes les maîtres suprêmes et que, comme résultat de la présente lutte, vous allez, de votre propre volonté, charger un gouvernement de mettre en pratique la politique que vous préférez.

Comme membre du gouvernement, j'affirme que le parti libéral —un parti d'êtres humains et non pas d'anges —a donné au pays pendant les douze dernières années, une administration honnête et progressive.

La situation avant 1896

Nous savons trop, nous nous rappelons trop dans quelles circonstances le régime conservateur a vu sa fin en 1896.

Au pays, le gouvernement était sans autorité. La guerre civile et religieuse qui menaçait alors jusqu'à l'existence même de l'Union, n'était que la résultante des dissensions du ministère.

A l'extérieur, le crédit du Canada périclitait. Après une épreuve de 18 ans, la Politique Nationale n'avait profité qu'à un petit nombre.

Chaque exercice financier se soldait par un déficit.

Notre population était stagnante. De fait, nous perdions non seulement des immigrants grassement primés, mais notre propre population.

Les provinces de l'Ouest restaient inexploitées. Les cultivateurs qui, après tout, sont le fondement de ce grand pays agricole, ne trouvaient pas de marché rénumérateur pour leurs produits et demandaient en vain un changement.

Le changement

Enfin, le changement se produisit. En 1896, Sir Wilfrid Laurier reçut les rênes du pouvoir. Depuis de longues années, il avait été le serviteur fidèle de la cause libérale, sous deux illustres chefs: Alexander MacKenzie et Edward Blake.

Il appela dans ses conseils les mieux doués, des hommes du parti de la Réforme; et il entreprit la tâche d'abord, de réconcilier les divers éléments de la population, afin que, à l'avenir, les factions ne pussent relever la tête; et ensuite, d'arrêter la marée montante de l'adversité et de mettre notre jeune nation au niveau des autres nations du monde.

A-t-il rempli la tâche qu'il s'était imposée ? A-t-il été fidèle à ses engagements ? C'est à vous de répondre. Votre verdict le dira. Mais, quoique je puisse être prévenu, je crois que je

puis tâter le pouls à l'opinion publique, et il me semble qu'il n'y a qu'une seule réponse possible: Oui, la politique de conciliation et de droits égaux pour tous a été appliquée avec succès. J'en ai la meilleure preuve, dans l'esprit d'harmonie qui imprègne toute notre organisation sociale.

Que nous jouissions d'une période d'abondance et de prospérité, cela est écrit en gros caractères à tous les foyers, dans toutes les fermes du pays.

Je ne voudrais pas fatiguer cette assemblée; mais qu'il me soit permis de faire ressortir des faits et des chiffres éloquents.

Faits et chiffres

Après dix-huit ans de la soi-disance Politique Nationale, les conservateurs avaient augmenté le commerce du Canada, importations et exportations, de $66,619,906.

Après 12 ans de la politique préférentielle Fielding, notre commerce, le 31 mars 1908, avait atteint la somme énorme de $650,793,131, soit une augmentation de $411,768,000 sur la dernière année du régime conservateur.

En 18 ans, nos amis conservateurs, avaient porté les revenus du pays à $36,618,590.

Après 12 ans de pouvoir, les libéraux l'ont porté à $96,500,000, près de $60,000,000 de plus.

Sous les conservateurs, le taux moyen de la taxe douanière était de 18.28 p.c.

Sous les libéraux, ce taux a été réduit à 15.73 p.c. En d'autres termes, les libéraux ont diminué la taxe de $3.64 sur chaque valeur de $100 de marchandise importée.

Pendant 18 ans, les conservateurs ont augmenté la dette publique, de $118,000,000.

Pendant 12 ans de pouvoir, les libéraux ne l'ont augmenté que de CINQ MILLIONS.

Pendant les trois dernières années de leur règne, les conservateurs ont réussi à accumuler un déficit de S[illegible] MILLIONS.

Notre dernier excédent de recettes se monte à 19 MILLIONS, tandis que le total général de nos excédents des onze dernières années s'élève à $113,000,000.

Les cultivateurs et les transports

Le Canada, comme je l'ai déjà dit, est un grand pays agricole. Voyez les excellents résultats obtenus par le département de l'Agriculture, sous l'administration de l'hon. M. Fisher, dans l'amélioration de nos moyens de transport et dans d'autres directions. Prenons le fromage seulement. En 1896, nous avons expédié en Angleterre du fromage au montant de $14,000,000. En 1907, nos exportations de fromage en Angleterre atteignaient $25,000,000, trois fois plus que les exportations réunies de la Hollande et des Etats-Unis. Ces résultats sont dûs à une application intelligente du principe de la réfrigération sur les chemins de fer, dans les entrepôts maritimes et sur les lignes de navigation.

C'est aux mêmes causes que sont dûes nos ventes énormes en Angleterre de beurre, de fruits et autres genres de marchandises sujettes à détérioration. Aussi longtemps que nous pourrons conserver fraîches ces marchandises et les transporter rapidement à bon marché, notre commerce continuera à augmenter aussi naturellement que se succèdent le jour et la nuit.

Nous ne saurions être trop ambitieux en matière de transports. Le fleuve St-Laurent, avec notre splendide réseau de canaux va capturer le commerce de l'Amérique du Nord. New York est déjà distancée par Montréal, en ce qui concerne le commerce de grains.

Le département des postes

Dirai-je maintenant quelques mots du département des Postes auquel je préside ? Il n'y a peut-être pas de meilleure manière de mesurer la grande expansion de notre pays que par le développement de notre service postal.

Jamais, Monsieur le président, dans toute leur histoire, les conservateurs

n'ont eu un excédent de recettes dans le service des Postes. En 1896, il y avait un déficit de $700,997. Depuis 1903, sous une administration libérale, le département des Postes a produit un excédent de recettes à chaque exercice. Cet excédent s'élevait, l'année dernière, à $1,100,000, et le total depuis 1903 atteint $4,282 219.

Je ne demande aucun crédit pour cet excédent. Il a été produit par le grand savoir-faire de mon prédécesseur, Sir William Mulock, l'un des esprits les plus larges et les plus distingués que le Canada ait vû naître. Je ne fais que marcher sur ses traces.

ET REMARQUEZ-LE BIEN. Ce magnifique excédent coïncide avec une augmentation substantielle dans les émoluments des maîtres de Poste ; avec une augmentation considérable dans le nombre des bureaux de poste ; avec une augmentation énorme du service des malles et — en dernier lieu — quoique ce ne soit point le moins important, avec une REDUCTION DE LA TAXE POSTALE.

Réduction des taxes postales

Comme vous le savez le parlement, dans les derniers jours de la session qui vient de se terminer, a adopté une loi donnant aux cités la taxe d'un centin sur les lettres pour la localité. De cette réduction, non seulement le public en général va bénéficier, mais aussi le département.

En étudiant les conditions du service dans les cités on s'est aperçu que les grandes maisons de commerce et les compagnies employaient les services de messagers pour la livraison de leurs lettres pour la ville, et ne payaient pour cela qu'un centin par lettre. Nous nous privions ainsi d'un revenu et d'une masse de trafic qui nous appartenait légitimement. Par cette réduction nous allons augmenter considérablement notre revenu sans augmenter beaucoup nos dépenses.

Mais d'autres réductions importantes ont été faites depuis 1896.

La taxe postale pour les lettres à l'intérieur du pays a été réduite de TROIS CENTINS à DEUX CENTINS.

La taxe postale sur les lettres du Canada pour les Etats-Unis a été réduite de TROIS CENTINS à DEUX CENTINS.

Sur les lettres du Canada à destination de la Grande Bretagne et de toutes les autres parties de l'Empire, la taxe postale a été réduite de CINQ CENTINS à DEUX CENTINS.

La taxe sur les journaux et périodiques canadiens expédiés par leurs éditeurs au Canada à leurs abonnés en Angleterre et dans toutes les parties de l'Empire, a été réduite de HUIT CENTINS la livre à UN QUART CENTIN la livre.

La taxe sur les journaux et périodiques expédiés par le public en général du Canada en Angleterre et dans le reste de l'Empire, a été réduite de HUIT CENTINS la livre à QUATRE CENTINS la livre, soit de 50 pour cent.

Et, en revanche, j'ai pu obtenir l'année dernière du ministre des Postes d'Angleterre une réduction de HUIT CENTINS à DEUX CENTINS la livre dans la taxe sur les journaux et magazines britanniques expédiés au Canada.

Je suis convaincu que ces deux réductions ont déjà été pleinement justifiées. La réduction canadienne a eu l'effet de mieux faire connaître le Canada, d'y attirer la population, la richesse, l'industrie. D'un autre côté, la préférence intellectuelle a stimulé d'un bout à l'autre du Canada un esprit de véritable loyalisme et de vrai dévouement à l'égard de la métropole.

Revenons un instant aux excédents du département des Postes. Il arrive souvent que mes amis du parti conservateur me reprochent ce SCANDALEUX excédent. Et cependant, combien ne serais-je pas extravagant, gaspilleux, si cet excédent se changeait par hasard en déficit! Je suis le mandataire du peuple, et tant que le département donnera au public un service à bon marché et, en fin de compte, un service exceptionnellement efficace, je ne vois pas pourquoi l'excédent ne serait pas maintenu.

J'ai pour principe de tenir la balance du bon côté.

L'expansion du service

Quelques chiffres démontreront dans quelle mesure, avec une réduction substantielle dans les taxes postales, avec une augmentation de salaires des Maîtres de Postes de $12.00 à $35.00, nous avons élargi le service postal au Canada depuis 1896:

L'expansion du service

NOMBRE DE BUREAUX DE POSTES.

1896	9,103
1908	11,823
Augmentation	2,720

Pourcentage de l'augmentation 30 pour cent.

BUREAUX DE MANDATS ET DE NOTES POSTALES.

1896	1,310
1908	9,637
Augmentation	[illegible]

Pourcentage de l'augmentation: 636 p.c.

CAISSES D'EPARGNES POSTALES.

1896	755
1908.	1,084
Augmentation	329

Pourcentage de l'augmentation: 43 p. c.

TOTAL EN MILLES DE PARCOURS ANNUEL DES MALLES

1896	30,551,683
1908	43,986,149
Augmentation . .	13,434,468

Pourcentage de l'augmentation: 44 p. c.

NOMBRE DE LETTRES TRANSPORTEES.

1896	116,028,000
1908.	396,011,000
Augmentation. . .	279,983,000

Pourcentage de l'augmentation: 241 p. c.

NOMBRE TOTAL D'ARTICLES TRANSPORTES PAR LA POSTE.

1896	177,178,136
1908.	519,452,045
Augmentation . .	342,254,909

Pourcentage de l'augmentation: 190 p. c.

MONTANT D'ARGENT EXPEDIE PAR MANDATS ET NOTES POSTALES.

1896	$13,081,860
1908.	55,284,595
Augmentation . .	$42,202,735

Pourcentage de l'augmentation: 323 p. c.

NOMBRE DE DEPOSANTS AUX CAISSES D'EPARGNES.

1896.	126,442
1908.	165,690
Augmentation . . .	39,249

Pourcentage de l'augmentation: 31 p. c.

RESULTATS FINANCIERS.

1896—Déficit.	$ 781,152
1908—Excédent	1,101,827

Ce qui donne une amélioration financière de $1,882,979.

Ces chiffres suffiront, je crois à démontrer que l'administration du département des Postes, tout en se tenant au niveau du progrès général du pays, a été faite avec un soin peu commun et avec de bonnes méthodes d'affaires.

La livraison rurale

L'avenir cependant réserve au Canada une autre grande réforme postale qui est d'un intérêt particulier pour la classe agricole, je veux parler du système connu sous le nom de "LIVRAISON RURALE GRATUITE DES MALLES."

Ce système qui n'est qu'une expansion de la livraison des lettres dans les villes aux régions rurales du pays est pratiqué depuis longtemps en

Grande-Bretagne, en France et en Allemagne. Depuis quelques années aussi il a été adopté aux Etats-Unis.

J'ai dit à la Chambre des Communes, qu'il n'était pas possible pour le moment que le Canada se charge d'un pareil fardeau, et mon opinion était basée sur le fait bien connu que les conditions permettant la livraison rurale sont la DENSITE DE LA POPULATION ET DE FORTS REVENUS.

La Grande-Bretagne est encore dans ces conditions, avec une population de 44 millions et une superficie de 120,000 milles carrés, c'est-à-dire, avec à peu près la superficie d'Ontario et six fois la population de tout le Dominion.

Le territoire des Etats-Unis n'est pas plus grand que celui du Canada ; mais ils ont une population de 83 millions, tandis que nous n'en avons que SIX, et un revenu postal de 183 millions contre nous NEUF.

En d'autres termes, avec un territoire équivalent, il y a aux Etats-Unis une population 14 fois plus nombreuse et un revenu 20 fois plus considérable pour supporter le coût de la livraison rurale gratuite des malles. Il faut se rappeler aussi que les Etats-Unis n'ont adopté ce système que lorsqu'ils avaient déjà 70 millions d'habitants et un revenu postal de plus de 80 millions.

"Comme je l'ai souvent déclaré au parlement, c'est un excellent système que j'admire beaucoup et que nous pouvons introduire petit à petit au Canada. Depuis une couple d'années, des officiers de mon département, sur mes instructions, ont étudié les grandes lignes du système de livraison rurale, tel qu'il fonctionne aux Etats-Unis, avec l'objet si possible, d'inaugurer au Canada un système compatible avec nos revenus, notre population et les conditions physiques du pays.

"Dans ce but, le département des Postes a élaboré un projet de livraison et de collection, sur les présentes routes postales, par lequel la population rurale du pays sera à même de recevoir et d'expédier toutes les matières postales ordinaires à sa porte, au lieu d'être obligée d'aller pour cela, au bureau de poste le plus voisin, distant de deux ou trois milles ou plus.

"J'ai, en conséquence décidé, avec le consentement de mes collègues, d'installer des boîtes de livraison rurale sur toutes les routes postales, sujet aux règlements qui seront publiés et mis à effet prochainement. Et, à la jonction de chaque chemin de concession avec la route principale, les résidents pourront, s'ils le désirent, installer des boîtes où le courrier de la poste prendra leur correspondance.

"Le département a fait tous les arrangements nécessaires pour l'exécution de ce plan. Il donnera une livraison rurale dans des conditions de dépenses que le pays peut payer. Il évoluera et s'étendra graduellement avec la croissance et le développement du Canada, sans que le budget en soit trop chargé.

"C'est en somme, je crois, une grande réforme postale que les cultivateurs du Canada accueilleront avec beaucoup de plaisir."

La ligne All Red

Laissez-moi maintenant vous parler un peu d'un autre sujet qui touche, sur bien des points, au ministère des Postes ; de la ligne "All-Red".

Vous savez tous que le premier ministre, à la dernière conférence impé-

2 — Discours Lemieux

riale, tenue l'an dernier, à Londres, a obtenu, tant du gouvernement impérial que des délégués des colonies, la promesse de leur appui pour l'exécution de ce grand projet.

A la dernière session, Sir Wilfrid Laurier à fait adopter une résolution qui engage le parlement et le pays à la réalisation de la ligne "All-Red". Je regrette d'avoir à constater que nos amis les conservateurs n'ont pas abordé cette question avec une grande largeur d'esprit. La ligne "All-Red", le Transcontinental National, sont des questions qui devraient ral-

lier les deux partis. Quoi qu'il en soit, nos adversaires ont cru devoir faire autrement; et pendant qu'ils parlent, qu'ils critiquent et qu'ils grognent, NOUS AGISSONS. J'ai beaucoup de plaisir à vous annoncer que, par arrêté du Conseil adopté ces jours derniers, le Dr Coulter, C. M. G., sous-ministre des Postes, a été nommé délégué spécial auprès du gouvernement de la Commonwealth, pour discuter avec ce gouvernement le montant de la contribution que fourniront les colonies autresliennes à l'établissement du service proposé.

Sans parler de l'immense économie de temps qui serait réalisée dans le transport des malles, il est difficile de se faire une idée de l'énorme avantage stratégique que la Grande-Brétagne et ses colonies, spécialement le Canada, retireraient de la ligne "All-Red".

En étudiant ce projet avec attention, on est forcé de se convaincre que cette nouvelle route impériale constituera un pas de géant dans la direction de l'union des parties disséminées de l'Empire.

Le Canada deviendrait ainsi le pivot de l'empire; il serait la route obligée de tout le trafic entre les colonies australiennes et la métropole. En outre, il aurait ainsi le moyen de déverser sur la Grande-Bretagne le contenu de ses greniers, plus rapidement et à meilleur marché.

Les colonies australiennes en bénéficieront aussi, car la ligne "All-Red" les rapprochera de nous, en raccourcissant le temps de la traversée.

Il ne saurait y avoir deux opinions sur la nécessité nationale de ce projet. Il est d'une importance vitale pour la Grande-Bretagne et ses colonies.

Quant au Canada, tout ce qu'il aura à dépenser pour assurer le succès de cette entreprise, lui sera remboursé au centuple ; car il deviendra nécessairement la grande route commerciale de l'Empire et le grenier du monde.

Service de cable postal

Il y a encore une question d'une haute importance que le ministère des Postes va bientôt avoir à étudier; c'est le service de Câble Postal.

Lorsque Sir William Mulock eut réussi à faire adopter la Poste Impériale à deux sous, il porta immédiatement son activité du côté du câble télégraphique du Pacifique.

Le câble fut posé et immédiatement se manifesta son influence sur les tarifs pour les dépêches entre la Grande-Bretagne et les Etats-Unis, d'un côté et l'Australie, de l'autre.

Le tarif entre la Grande-Bretagne et l'Australie tomba de 4s. 9d. le mot à 3s.; entre les Etats-Unis et l'Australie, le tarif, qui était d'environ 6s. le mot tomba à 2s. 6d. le mot. Mais le Canada qui fut le principal initiateur du projet et contribuait les 5-18èmes de ce qu'il coûte n'en a retiré aucun profit que la satisfaction d'avoir servi les intérêts de l'Empire. Il est vrai que entre le Canada et l'Australie, le tarif a été réduit à 2s. le mot, mais le nombre des dépêches transmises entre les deux pays reste insignifiant et le tarif entre le Canada et la Grande-Bretagne n'en a pas été affecté.

Parlant en mon propre nom seulement, je crois que le temps est arrivé où nous devrions avoir un service de câblogrammes à meilleur marché, entre la Grande-Bretagne et le Canada. Je suis en faveur d'un tarif D'UN SHILLING POUR UN CABLOGRAMME DE DIX MOTS. Et, avec l'énorme quantité de dépêches qui s'échangent entre le Canada et la Grande-Bretagne, cette réduction devrait bientôt être possible.

En terminant, permettez-moi de vous dire que le parti libéral au Canada consacrera toujours ses énergies au soutien de principes similaires à ceux qui ont l'appui du grand parti libéral d'Angleterre.

Nous avons hérité des idéals des hommes qui, aux débuts de notre histoire, ont défendu la liberté contre

la bureaucratie. L'histoire du libéralisme d'Ontario doit parler au cœur des jeunes générations. Oui, vos ancêtres ont bravement protesté contre le "Pacte de Famille." Ils ont demandé le contrôle intégral des revenus du pays et la responsabilité de l'exécutif. Plus tard, ils ont élevé la voix en faveur d'une plus grande liberté du commerce et de l'élargissement du droit de suffrage. Ils ont obtenu la sécularisation des réserves du clergé et ont aboli les derniers vestiges du régime féodal. Ils ont prêché la représentation proportionnelle à la population; ils se sont insurgés contre les empiètements sur les droits provinciaux; et en vérité, aussi longtemps que battra un cœur de vrai Canadien, le nom d'Oliver Mowat ne sera pas oublié.

Le parlement a voté un crédit pour l'érection, sur la colline où s'élèvent les palais de la nation, d'un monument à la mémoire de Lafontaine et de Baldwin deux des plus nobles parmi les fils du Canada.

Que les Réformistes d'aujourd'hui s'inspirent de la vie et des œuvres de ces deux grands patriotes qui, à une époque critique de notre histoire, ont conclu une alliance durable dont l'essence était, d'abord, le triomphe définitif du gouvernement par le peuple, et, secondement, la reconnaissance à toutes les croyances et à toutes les races, de droits et de privilèges égaux devant la loi.

